

Unité Départementale de Rouen-Dieppe

Arrêté du **- 5 JUIN 2023** mettant en demeure la société Prolein de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement pour son établissement implanté Quai des Indes 76200 Dieppe

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020 autorisant et réglementant les activités de la société Prolein sise Quai des Indes 76200 Dieppe ;
- Vu les nombreuses plaintes des riverains reçues concernant les nuisances sonores générées par les installations du site ;
- Vu le rapport du 7 avril 2023 concernant les niveaux sonores émis ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à la société Prolein par courriel en date du 10 mai 2023 ;

#### **CONSIDÉRANT**

qu'il a été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées des nuisances relatives aux bruits générés par les installations de l'exploitant Prolein ;

que le rapport des niveaux sonores émis par le site, en date du 7 avril 2023, conclut que les mesurages des niveaux sonores émis dans l'environnement effectués les 1<sup>er</sup> et 2 mars (niveaux résiduels) et les 27 et 28 mars 2023 (niveaux ambiants) ont montré que les installations ne respectent pas tous les critères définis par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020 ou par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (émergence mesurée à 11 dB(A) pour une limite à 3 dB(A), niveau sonore en limite de propriété mesuré à 67 dB(A) pour une limite à 55 dB(A)) ;

que ces constats traduisent :

- un non-respect des valeurs limites d'émergences prescrites à l'article 7.2.1.2 de l'arrêté préfectoral de 23 juillet 2020 ;
- un non-respect des niveaux limites de bruit prescrits à l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral de 23 juillet 2020 ;

que lors de la visite du jeudi 13 avril 2023, l'inspection a constaté, en se rendant à proximité du point de la zone d'urgence n° 2, un bruit ambiant ainsi qu'un bruit avec une tonalité marquée, tous deux semblant provenir du site de l'exploitant ;

que lors de la visite du jeudi 13 avril 2023, l'inspection a constaté que :

- le bruit ambiant pourrait provenir des aérations en toiture du bâtiment protéine, de la ventilation et de la sortie du gazomètre, ainsi que de la ventilation de l'unité de désodorisation ;
- le bruit à la tonalité marquée pourrait provenir du local d'aération biologique fonctionnant de façon intermittente et répondant à la description des bruits visés par certaines plaintes ;

que l'exploitant a indiqué qu'un diagnostic complémentaire était programmé visant à évaluer, source par source, le niveau de nuisances émis par chacune d'entre elle afin de mettre en œuvre une solution adaptée ;

que l'exploitant a présenté un plan d'actions qu'il s'engage à mettre en œuvre avant le 30 septembre 2023 ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Prolein de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables.

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société Prolein, dont le siège social est situé Quai des Indes à 76200 Dieppe, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 7.2.1.2 et 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020 sur son site situé à la même adresse. Ces prescriptions seront réputées satisfaites si l'exploitant :

- transmet, avant le 30 juin 2023, le rapport de diagnostic complémentaire sur les sources identifiées ;
- transmet, avant le 31 juillet 2023, les commandes des éléments visant à réduire les nuisances sonores des installations susmentionnées ;
- finalise, avant le 1<sup>er</sup> octobre 2023, la mise en œuvre des éléments visant à réduire les nuisances sonores susmentionnées ;
- réalise, avant le 31 octobre 2023, un nouveau contrôle réglementaires des niveaux sonores émis par ses installations ;
- démontre, avant le 30 novembre 2023, le respect des prescriptions des articles précités par la fourniture du rapport précité ;

### **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R.414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

**Article 4**

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5**

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Dieppe pendant une durée minimum d'un mois.

**Article 6**

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de Dieppe, le maire de la commune de Dieppe, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société Prolein.

Fait à ROUEN, le

**- 5 JUIN 2023**

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

la secrétaire générale



Béatrice STEFFAN

